

Accusé certifié exécutoire

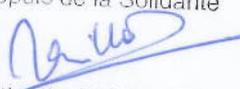
Réception par le préfet : 31/03/2015

Publication : 09/04/2015

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation



La Directrice Etudes Finances
et Appuis de la Solidarité


Nathalie MAILLOT

Conseil Général
Haut-Rhin 

Direction Études, Finances
et Appui de la Solidarité
Service de la Tarification des Établissements

Colmar, le

ARRETE 2015 00121 **DEFAS**
du 30 MARS 2015

**Portant fixation des tarifs horaires 2015 du Service d'Aide et
d'Accompagnement à Domicile pour les personnes adultes handicapées
de l'Association « Le Droit de Vivre » à MULHOUSE**

- VU** le Code de l'Action sociale et des familles, et notamment les articles L 314-1 et suivants, R 314-1 à R 314-117 relatifs à la tarification et aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux soumis à autorisation, et R 314-130 à R 314-136 relatifs aux dispositions propres aux services d'aide à domicile, et les articles L 351-1 à L 351-8 et R 351-1 à R 351-41 relatifs au contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** l'arrêté ministériel NOR: SSHA0524815A du 28 décembre 2005 fixant les tarifs de l'élément de la prestation de compensation mentionné au 1° de l'article L 245-3 du code de l'action sociale et des familles, tel que modifié par les arrêtés NOR: SANA0620009A du 2 janvier 2006, NOR: SSHA0720947A du 2 mars 2007 et NOR: MTSA0809190A du 25 mai 2008 ;
- VU** l'arrêté n° 2005 - 00591 DSOL du 12 décembre 2005 portant autorisation de création d'un service prestataire d'aide et d'accompagnement à domicile pour personnes âgées par l'Association « Le Droit de Vivre » à MULHOUSE ;
- VU** l'arrêté 2007-00282 DSOL en date du 9 mai 2007 portant autorisation de création d'un service prestataire d'aide et d'accompagnement à domicile pour personnes adultes handicapées par l'Association « Le Droit de Vivre » à MULHOUSE ;
- VU** le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU** les propositions budgétaires formulées par l'Association « Le Droit de Vivre » à MULHOUSE ;
- VU** le rapport et la délibération n° CG-2014-6-4-3 du 4 décembre 2014 fixant l'objectif d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour l'année 2015 ;

1/2

VU l'arrêté 2015-00149 portant notification de la décision d'autorisation budgétaire en date du 30 MARS 2015 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services du Département

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Les tarifs horaires des prestations d'aide et d'accompagnement à domicile pour les personnes adultes handicapées effectuées par l'Association « Le Droit de Vivre », sont fixés comme suit à compter du 1^{er} avril 2015 :

Auxiliaires de Vie Sociale

| | |
|--|----------------|
| Coût horaire des frais de structure : | 2,92 € |
| Coût horaire de coordination, d'encadrement et de soutien : | 0,35 € |
| Coût horaire intermédiaire des Auxiliaires de Vie (montant des dépenses nettes afférentes aux rémunérations des auxiliaires de vie sociale divisé par le nombre annuel d'heures prévisionnelles d'intervention) : | 22,32 € |
| Total (tarif horaire) : | 25,59 € |

ARTICLE 2 :

Les tarifs pour l'élément aide humaine de la prestation de compensation du handicap en cas de recours à une Auxiliaire de Vie de l'Association « Le Droit de Vivre » sont fixés comme suit :

| | |
|--|---------|
| Jours ouvrables : | 25,59 € |
| Dimanches et jours fériés : majoration de 45 % de la part variable du tarif (rémunérations) | 35,64 € |

ARTICLE 3 :

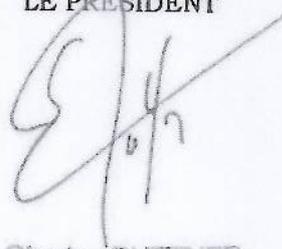
La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée, de sa notification.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur Général Adjoint sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président de l'Association et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

LE PRÉSIDENT



Charles BUTTNER